CONSEILLER RESIDENT APPUI AUX SERVICES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN GUINEE

Contexte/projet :

Afin d'appuyer la République de Guinée dans sa période de transition et dans sa lutte contre les infractions économiques et financières, l'Union Européenne a décidé de financer pour deux ans (24 mois) un projet d'Appui aux services de lutte contre la corruption en Guinée.

Plus précisément, ce projet vise à :

- Promouvoir la bonne gouvernance en renforçant les mécanismes de prévention et de détection des faits de corruption
- Professionnaliser le traitement des plaintes et des sanctions pénales

LIMITE DE CANDIDATURE

17 Juillet 2024

DURÉE DE LA MISSION

Long Terme

ZONE GÉOGRAPHIQUE

Afrique

Dans ce cadre CIVIPOL, opérateur du ministère français de l'Intérieur, et chargé de la gestion de ce projet, recrute/contractualise un **Conseiller résident** pour la durée du projet (a priori 24 mois).

Le Conseiller résident effectuera sa mission sous la supervision de la direction technique du projet, exercée par la Direction de la Coopération Internationale de Sécurité, qui veille au suivi de la stratégie globale du projet, et sous celle du responsable de projet de CIVIPOL, en charge du suivi de l'exécution contractuelle.

Le Conseiller résident verra mis à sa disposition un bureau dans les locaux du bénéficiaire, l'Agence Nationale de Lutte Contre la Corruption (ANLC) à Conakry.

Missions

Sous la supervision du Chef de projet et en lien étroit avec ce dernier, le Conseiller résident sera au cœur du dispositif d'assistance technique sur le terrain à travers les tâches suivantes :

Gestion opérationnelle et technique du projet

- Effectuer la programmation, le suivi et la mise en œuvre des activités en fonction des attendus du contrat ;
- Assurer le mentorat du bénéficiaire ainsi qu'une partie des formations ;
- Conduire l'évaluation *in itinere* du projet au regard des objectifs de l'action et des indicateurs définis pour

chaque activité ;

- Coordonner, en lien avec le responsable de projet, le Chef de projet, et l'Assistant de projet l'acquisition et la mise à disposition des moyens matériels, technologiques, et les infrastructures nécessaires à l'exécution des activités.

Représentation et coordination de projet

- Représenter le projet auprès de la Délégation de l'Union Européenne (DUE) à Conakry et des autorités guinéennes ;
- Harmoniser l'action du projet avec les autres programmes financés par les différents bailleurs présents en Guinée et dans la région ;
- Promouvoir les réalisations du projet auprès des bailleurs et des bénéficiaires guinéens ;
- Veiller à la bonne communication entre tous les acteurs du projet ;

Reporting auprès de la DCIS et de CIVIPOL

- Rédiger les rapports semestriels et annuels exigés par le contrat, en étroite coordination avec le Chef de projet ;
- S'assurer d'un reporting régulier des activités conduites par les experts ;
- Produire des notes d'informations régulières à l'attention de la DCIS et de CIVIPOL ;
- Rendre compte de toute information susceptible d'intéresser la DCIS et CIVIPOL ;
- Soutenir la planification budgétaire
- Participer et avoir l'initiative de toute action susceptible de développer les activités de coopération du ministère de l'Intérieur et de CIVIPOL conformément à leur stratégie.

Management de l 'équipe terrain

- Superviser, animer et coordonner le travail des personnels mobilisés sur le projet en Guinée ;
- Garantir la continuité du projet sur place ;
- Soutenir le cas échéant le recrutement complémentaire d'experts court-terme ou de personnels locaux, en étroite coordination avec le Chef de projet et CIVIPOL.

Qualifications et aptitudes requises :

Le candidat devra par ailleurs justifier des qualités et compétences suivantes :

- Au moins 10 ans d'expérience dans la conduite d'enquêtes en police judiciaire ;
- Une solide expérience dans la création et la mise en œuvre de programmes de formation et de de mentorat ;
- Une vaste expérience dans la gestion et la coordination d'équipes de travail ;
- Expérience dans la conduite d'enquêtes sur la thématique de la lutte contre les infractions économiques et financières et de la corruption sont un atout ;
- Bonne compréhension des enjeux sécuritaires et économiques en Afrique de l'Ouest ;
- Avoir assuré des formations de ce type à l'étranger notamment en Afrique (en Guinée serait un atout) ;
- De bonnes connaissances du fonctionnement des projets de coopération de l'Union Européenne serait un

atout ;

- Excellent sens relationnel et capacité à évoluer auprès de Hautes Autorités ;
- Excellentes capacités écrites et orales en Français ;
- Aptitudes à gérer, coordonner, collaborer et rendre compte de manière régulière ;
- Excellentes capacités d'adaptation ;
- Capacités de planification et d'anticipation avérées ;
- Bonne maitrise des outils informatiques (MS-Office) ;
- Grande capacité de travail et de résistance au stress.

Localisation

Poste basé à Conakry, République de Guinée. Déplacements réguliers dans les 7 agences régionales de l'ANLC.

Rémunération

Selon compétences et expériences.

Contrat selon le statut de l'expert.

Durée de la mission

Long-terme, a priori 24 mois

Date limite pour la candidature

17/07/2024, 23h59 (heure de Paris)

Contact

Merci de bien vouloir adresser votre candidature (lettre de motivation + CV, de préférence au format UE) à l'adresse suivante sperber.s@civipol.fr)

